

# Chine-Afrique : la fin des illusions

Après 20 ans de prêts chinois généreux, de chantiers prestigieux, l'Afrique peine à rembourser ses lourds emprunts. Et Pékin réalise que l'Afrique n'est pas l'eldorado rêvé. L'occasion pour chacun de réévaluer sa stratégie ?

DÉCODAGE

VÉRONIQUE KIESEL

La Chine avait déjà été le partenaire très politique de plusieurs pays africains au lendemain des indépendances mais, au tournant du XXI<sup>e</sup> siècle, l'Afrique était devenue pour Pékin le territoire de tous les possibles : un continent riche en ressources, négligé par l'Occident, où la puissance chinoise pouvait se poser en partenaire solidaire, se faire de nombreux amis et permettre à ses entreprises d'y dérouler leurs nouvelles technologies.

« D'un point de vue économique, il est évident que la Chine est devenue un acteur majeur sur le continent africain », détaille Cédric Leterme, chargé d'étude au Cetri (Louvain-la-Neuve). « C'est le premier partenaire commercial du continent, le premier prêteur aussi : la Chine s'est montrée la plus volontaire pour financer des projets non liés à des conditionnalités économiques et politiques. Elle a donc rempli un vide laissé par les autres grandes puissances. »

Car si l'Occident, jaloux, se plaît à diaboliser la présence chinoise en Afrique, celle-ci a eu plusieurs effets positifs pour les Africains, avec d'abord cet afflux de marchandises chinoises peu chères, enfin à la portée des consommateurs africains : motos, smartphones ou ordinateurs venus de Chine ont changé la vie de millions d'Africains.

Autre élément majeur, « les pays africains se sont rendu compte qu'ils n'étaient pas enfermés dans un dialogue avec les anciennes puissances coloniales, qu'il y avait d'autres acteurs possibles auxquels s'adresser, avec qui commercer », décode Thierry Pairault, directeur de recherche émérite au CNRS et au Centre d'études sur la Chine contemporaine de l'Ehess (Paris). « En variant les fournisseurs, ils avaient cette possibilité d'obtenir enfin leur indépendance économique et politique. Ils ont alors tout misé sur la Chine parce qu'elle avait de l'argent. »

## Le retour du chemin de fer

Enfin, « la Chine s'est lancée dans une nouvelle vague de construction d'infrastructures en Afrique », souligne Thierry Vircoulon, coordinateur de l'Observatoire de l'Afrique centrale et australe de l'Ifri (Paris). « La précédente vague remontait aux années 70 et 80 et avait été le fait d'entreprises occidentales. »

Intégrées au grand projet des Nouvelles Routes de la soie, ces infrastructures sont importantes pour le développement des pays africains, et finalement complémentaires avec les programmes de coopération occidentaux, axés sur la santé, l'éducation ou l'agriculture.

« Le chemin de fer y est particulièrement intéressant », reprend Thierry Vircoulon. « Les premières lignes, tracées par les puissances coloniales, sont tombées en désuétude après l'indépendance, faute d'investissement. Mais, depuis dix ans, il y a une relance du chemin de fer en Afrique portée par les entreprises chinoises. La ligne Addis Abeba-Djibouti, la kényane Nairobi-Mombasa, mais aussi au Nigeria, en Angola. Personne ne voulait investir dans le train en Afrique : ce n'est pas rentable. Mais de façon très audacieuse, Africains et Chinois ont relevé le défi. Il faut cependant au moins 50 ans pour rentabiliser une ligne de chemin de fer, avec une stratégie d'exploitation de long terme. Ces projets seront-ils de nouveaux éléphants blancs ? On verra ! »

Mais ces gros chantiers, brillants et coûteux, exécutés par des entreprises chinoises, ne sont généralement pas financés par des investissements chinois, assez limités (voir l'infographie ci-contre), mais par des emprunts réalisés par les Etats africains auprès d'institu-

tions chinoises.

« Souvent, les études de rentabilité n'ont pas été sérieusement menées », enchaîne Thierry Pairault. « Et le jour où il faut rembourser, les autorités sont coincées parce que le projet ne génère pas les revenus nécessaires. Il y a énormément d'exemples de ce type en Afrique qui nourrissent la fin de certaines illusions. Pour les Chinois, qui peinent à obtenir le remboursement, et pour les Africains, lourdement endettés. »

## Le « piège de la dette »

La Chine a, entre 2000 et 2019, prêté 153 milliards de dollars à des Etats et des entreprises africaines : un cinquième de tous les emprunts d'Afrique émanent désormais des banques chinoises. Le ralentissement économique dû à la pandémie a encore compliqué leur remboursement. La Zambie, l'Éthiopie, l'Angola, Djibouti ont été les premiers à demander à Pékin un moratoire de leur dette. Car selon le FMI, plus de vingt pays africains sont déjà en défaut de paiement ou risquent de l'être.

Pour certains analystes occidentaux, c'est clair, ces pays sont tombés dans un « piège de la dette » tendu sciemment par Pékin pour prendre le contrôle d'infrastructures stratégiques en Afrique et « recoloniser » le continent.

Une notion qui mérite d'être nuancée : Deborah Brautigam, (spécialiste de la Chine-Afrique à l'Université Johns-Hopkins) ne cesse de répéter que ce piège n'existe pas. Le terme a été inventé par un Indien et repris par les médias et par les officiels américains. En étudiant les 3.000 prêts chinois liés à des projets africains, elle n'en a pas trouvé un seul qui corresponde à ce critère : aucun n'est passé sous pavillon chinois.

Par contre, comme l'explique Julien Wagner, auteur de *Chine-Afrique, le grand pillage* (éd. Eyrolles), « la plupart du temps, les prêts ne sont pas rembour-

sés en argent mais en or, en pétrole, en gaz ou en cuivre. Les entreprises chinoises se remboursent en exploitant, par exemple, du zinc sur vingt ans ». Avec un gros risque pour les Etats africains, celui d'hypothéquer leurs ressources naturelles sur plusieurs décennies, et donc de se retrouver sans revenus.

Autre problème, les prêts chinois sont souvent très opaques, avec des clauses draconiennes, excluant aussi toute possibilité de restructuration future via le Club de Paris, groupe d'Etats créanciers proposant des solutions aux pays en difficulté de paiement.

Dangereux aussi, le mélange d'asymétrie et de dépendance : la Chine exporte en Afrique des produits manufacturés, mais en importe essentiellement des matières premières

Dangereux aussi le mélange d'asymétrie et de dépendance : la Chine exporte en Afrique des produits manufacturés mais en importe essentiellement des matières premières. Et si en 2019, les échanges commerciaux entre les deux partenaires s'élevaient à 210 milliards de dollars, le déficit commercial des pays africains triplait, pour atteindre 18 milliards. Un dernier chiffre : 70 % des exportations africaines partent en Chine, mais elles ne représentent que... 4 % des importations chinoises : Pékin a en effet élargi la liste de ses fournisseurs pour, elle, ne dépendre de personne.

Pour toutes ces raisons, les pays africains sont récemment devenus plus circonspects vis-à-vis de la Chine. « La lune de miel est terminée », explique Thierry Vircoulon. « Les Africains ont pris conscience du fait qu'il y a un certain nombre de problèmes, et les Chi-

nois, que l'Afrique n'est pas l'eldorado qu'ils avaient imaginé. »

Lors du huitième Forum de coopération sino-africaine, fin novembre à Dakar, Xi Jinping, dans un discours vidéo, n'a prudemment pas annoncé de montant global à destination de l'Afrique. On était bien loin des 60 milliards claironnés lors du précédent Forum en 2018. La Chine se détournerait-elle du continent africain ?

« Même s'il y a eu un ralentissement de la politique de prêt et d'investissements de Pékin, l'Afrique pourrait, dans les décennies à venir, être un des moteurs de la croissance », précise Thierry Kellner, chargé de cours à l'ULB. « Ce marché reste donc convoité par Pékin. D'autant plus que Xi Jinping a lancé sa théorie de la double circulation pour l'économie chinoise : continuer à tirer profit de l'économie internationale, notamment via les Routes de la soie qui passent par l'Afrique. Tout en veillant à ce que l'économie domestique, via la consommation interne, devienne son pilier le plus important. La Chine se veut autosuffisante, indépendante des USA pour ses exportations, ses technologies et ses ressources, tout en veillant à ce que le reste du monde dépende d'elle. »

A Dakar, la Chine a par ailleurs annoncé qu'elle fournirait un milliard de doses de vaccin covid à l'Afrique, dont 400 millions qui y seront fabriquées. Mais d'autres partenaires, dont la Belgique, se sont déjà lancés dans ce secteur. Xi a aussi promis dix milliards de dollars pour soutenir les exportations africaines et pour les pays les plus pauvres, un « élargissement » des exemptions douanières dans l'accès aux marchés chinois. « Il y a une volonté affichée de réduire le déséquilibre commercial », précise Thierry Vircoulon, « mais sa concrétisation dépendra des produits qui seront concernés. Et cela ne va pas faire d'un coup pulser l'économie africaine. »

